

Article du Républicain Lorrain - 18 avr. 2020 à 7 :00

Comme chez ZF, des salariés français se sentent écartés chez Saarsthal

Alors que les usines Saarsthal ont repris le travail mardi après le week-end de Pâques, le géant sarrois de la sidérurgie écarte des salariés français de cette reprise d'activité. Comme chez ZF. Les députés de Moselle-Est demandent que ces pratiques cessent.



L'entreprise Saarsthal a repris après le week-end de Pâques... mais sans l'aide de ses nombreux travailleurs frontaliers vivant en Moselle-Est. Photo DR

L'attitude de grands groupes industriels sarrois commence à choquer de plus en plus de monde. Comme chez ZF, le géant de la sidérurgie Saarsthal n'associe pas vraiment ses salariés frontaliers vivant en France à la reprise de ses activités après le week-end de Pâques. Pour beaucoup de décideurs d'Outre-Rhin, la région Grand-Est reste une zone rouge concernant le coronavirus alors même que l'institut de la santé Robert-Koch a levé ce classement. « Le travail a cessé puis repris dans les différentes usines, par roulement, mais nous, les frontaliers français, n'avons pas été appelés. Nous n'avons aucune information. On ne sait absolument pas quand nous serons acceptés pour reprendre le travail. Il y a beaucoup de frustration. A l'usine de Sarrebruck Burbach qui a repris après quinze jours d'arrêt, les frontaliers, Français ou même Allemands vivant en France, n'ont pas été invités à retourner au travail », témoigne ce cadre de Saarsthal vivant dans l'agglomération de Forbach. Beaucoup de frontaliers sont toujours contraints au chômage technique, avec une perte de salaire à la clé. La grogne monte. Certains parlent d'une discrimination. Des salariés français, qui témoignent sur les réseaux sociaux, seraient néanmoins au travail chez Saarsthal, par exemple à Völklingen.



Perte de salaire

Les députés de Moselle-Est s'émeuvent également de cette situation. Nicole Trisse (Sarreguemines), Hélène Zannier (Saint-Avold) et Christophe Arend (Forbach) ont écrit à la ministre du Travail Muriel Pénicaud pour dénoncer cette mise à l'écart des salariés français travaillant en Sarre.

« Être Français ou Allemands ne peut être le choix déterminant pour une reprise du travail. D'autant que les frontaliers subissent une perte sèche à la fin du mois », estiment les trois parlementaires. Ils demandent à Muriel Pénicaud d'intervenir pour qu'elle trouve un consensus avec son homologue allemand « pour que ces mesures - nous n'osons imaginer qu'il s'agisse de discriminations - cessent au plus vite ».

Contact 0963546025 et helene.zannier@assemblee-nationale.fr